

Séance ordinaire du mardi 15 octobre 2024

L'an deux-mille-vingt-quatre et le quinze octobre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Montpellier

Emploi et création d'entreprises

Présents :

Tasnime AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Stéphane JOUAULT, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Serge MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Clare HART, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Mustapha MAJDOL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Annie YAGUE.

Absents / Excusés :

Christian ASSAF, Françoise BOUTET-WAISS, Salim JAWHARI, Flora LABOURIER

Contrat de Ville 2024-2030 - Quartiers 2030 - Appel à projets 2024 - Attribution de subventions - Programmation complémentaire - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

Le dernier contrat de ville est arrivé à échéance le 31 décembre 2023 pour laisser la place à une nouvelle contractualisation appelée « *Engagements Quartiers 2030* ». Ce nouveau contrat de ville couvrira la période 2024-2030, avec un objectif de simplification et de priorisation, autour d'une géographie prioritaire actualisée.

Un appel à projets partenarial a été lancé pour l'année 2024, à destination des acteurs associatifs intervenant dans les 10 quartiers prioritaires de la Ville de Montpellier. Les partenaires financiers mobilisent des crédits spécifiques et des crédits de droit commun dans le cadre de cet appel à projets annuel et, à l'issue d'une instruction partenariale et territoriale, décident d'apporter leur soutien aux associations dont les projets répondent aux caractéristiques de l'appel à projets. Les projets soutenus par les financeurs s'inscrivent dans les axes suivants :

- Education et jeunesse ;
- Accès aux droits et lien social ;
- Emploi et entrepreneuriat ;
- Cadre de vie et tranquillité publique ;

Lors de cet appel à projets 2024, 427 dossiers ont été déposés par 196 associations. La Ville de Montpellier a été sollicitée pour apporter son concours à la réalisation de 273 projets à destination des habitants des 10 quartiers prioritaires, portés par 142 associations. Sur la base d'une grille de priorisation commune à l'ensemble des financeurs et au regard des orientations du contrat de ville, la Ville de Montpellier, en cohérence avec Montpellier Méditerranée Métropole, a apporté son soutien financier à 112 projets déposés par 77 associations pour un montant total de 298 200 € (délibération n°V2024-49 du 26 mars 2024).

En complément de cette précédente contribution, il est proposé que la ville de Montpellier apporte son soutien financier à 2 autres projets selon la répartition suivante :

Structure	N° de dossier	Nature de la demande	Montant attribué
UFOLEP	D00260056	Dispositif d'Accompagnement des Jeunes vers l'Emploi et la Formation – DAJEF	1 800 €
LOCAL	D00268529	Projet d'Espace de Vie Sociale (EVS) : « Ensemble pour le Bien-Être »	1 000 €
Total			2 800 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de la signature des conventions d'attribution ;
- D'approuver les termes des conventions type ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 18 octobre 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 octobre 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- modèle courrier convention projet annuel ville aap cdv 2024

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20241015-278767-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 24/10/24
Réception en Préfecture : 24/10/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.



Montpellier, le 24 octobre
2024

Objet : Votre demande de subvention Contrat de
Ville 2024

Réf. Portail des Aides Métropole :
«Référence_administrative_Dossier_de_fi»
(«Libellé_Demande»)

Affaire suivie par : Julie NORTH
Tél. : 04 34 46 67 92
Mail : julie.north@montpellier.fr

**«Expand_Title»
«Libellé_Bénéficiaire»**

«Ligne_adr_1_Demandeur»
«Ligne_adr_2_Demandeur»
«Ligne_adr_3_Demandeur»
«Ligne_adr_code_postal_Demandeur»
«Ligne_adr_localité_Demandeur»

«Fonction_Title_simplifié»,

En amont de la signature du nouveau Contrat de ville « Engagements Quartiers 2030 », prévue dans les semaines qui viennent et dans le cadre des travaux préparatoires à sa mise en œuvre, un appel à projets a été lancé auprès des opérateurs associatifs pour la mise en œuvre d'actions dès 2024. Les actions retenues viennent renforcer le droit commun existant afin de soutenir de manière plus importante les habitants des 10 quartiers prioritaires Politique de la Ville (QPV), identifiés par la nouvelle géographie prioritaire, notamment sur les axes éducation et jeunesse, accès aux droits et lien social, emploi et entrepreneuriat, mais également cadre de vie et tranquillité publique.

Comme je m'y étais engagé, les modalités de dépôt des dossiers et la liste des pièces à fournir ont été simplifiées.

Votre projet a retenu mon attention pour sa qualité et son utilité pour les habitants des QPV de Montpellier.

Nous avons le plaisir de vous informer que le Conseil municipal de la Ville de Montpellier a décidé de vous accorder une subvention de **«Montant_Proposé__Dossier_de_financement» €** pour 2024.

Pour être au plus près des quartiers, nous avons souhaité renforcer le service politique de la ville par le recrutement de 5 chefs de projets territoriaux. Ils seront tous en fonction dès le mois de juin. Le ou la cheffe de projet de votre quartier deviendra votre interlocuteur privilégié.

Nous vous prions de recevoir, *«Fonction_Title_simplifié»,* nos sincères salutations.

Michaël Delafosse

Maire de Montpellier



Nom de la structure : «Libellé__Bénéficiaire»

Nature de la subvention : Contrat de Ville 2024

Titre du projet : «Libellé__Demande» («Référence_administrative__Demande»)

Montant attribué : «Montant_Proposé__Dossier_de_financement»€

Thématique : «Dispositif__Dossier_de_financement»

CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION **POUR UN PROJET**

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par M. Michaël DELAFOSSE, Maire agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal du « **date** ».

Et :

La structure bénéficiaire «**Libellé__Bénéficiaire**», représentée par «**Expand__Title**», Représentant légal, élu(e) par le Conseil d'Administration ou le bureau.

Préambule :

Le dernier contrat de ville est arrivé à échéance le 31 décembre 2023 pour laisser la place à une nouvelle contractualisation appelée « Quartiers 2030 ». Ce nouveau contrat de ville couvrira la période 2024-2030, avec un objectif de simplification et de priorisation, autour d'une géographie prioritaire actualisée.

Afin de garantir la continuité d'intervention au sein des quartiers, la circulaire du 31 août 2023 de la secrétaire d'État chargée de la ville a autorisé la programmation anticipée des crédits spécifiques de la politique de la ville pour l'année 2024 dans l'attente de la signature des contrats.

Ainsi, un appel à projets partenarial a été lancé pour l'année 2024, à destination des acteurs associatifs intervenant dans les 10 quartiers prioritaires de la ville de Montpellier.

Sans préjuger des priorités stratégiques et opérationnelles qui seront définies dans le prochain contrat de ville, les actions proposées devaient répondre aux axes suivants :

- Education et jeunesse
- Accès aux droits et lien social
- Emploi et entrepreneuriat
- Cadre de vie et tranquillité publique

La lutte contre les discriminations et l'égalité femmes-hommes restent des objectifs transversaux de la Politique de la ville, ainsi que toutes les actions promouvant les valeurs de la République, la laïcité et la citoyenneté.

Les actions retenues viennent renforcer les actions de droit commun existantes afin de soutenir de manière plus importante les habitants résidents dans les QPV.

Les partenaires financiers du contrat de ville mobilisent des crédits spécifiques et des crédits de droit commun dans le cadre de cet appel à projets annuel et, à l'issue d'une instruction partenariale et territoriale, décident d'apporter leur soutien aux associations dont les projets répondent aux caractéristiques de l'appel à projets. Considérant que la structure bénéficiaire a initié et conçu un projet conforme à ses missions ou à son objet statutaire,

Considérant que la structure bénéficiaire contribue au développement de la **Politique de la Ville** et qu'elle présente ainsi un intérêt local,

La Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier qui concourt à la satisfaction de l'intérêt général.

Article 1 : Objet de la convention

La structure bénéficiaire «**Libellé__Bénéficiaire**» a sollicité de la Ville une subvention pour le projet "**«Libellé__Demande»**".

Article 2 : Durée de la convention et caducité de la subvention

La présente convention est conclue au titre de l'année 2024.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si l'une des deux conditions suivantes n'est pas remplie :

- La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement, même partiel, dans un délai de 12 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution ;
- La structure bénéficiaire n'a pas adressé à la Ville dans un délai de 18 mois les pièces demandées à l'article 4 de la présente convention.

Article 3 : Montant de la subvention

Pour l'année 2024, la Ville de Montpellier accorde à la structure bénéficiaire «**Libellé__Bénéficiaire**» une subvention d'un montant de «**Montant_Proposé__Dossier_de_financement**» euros.

Ce montant de subvention n'est acquis que sous réserve du respect par la structure bénéficiaire des obligations mentionnées aux articles 1, 4 et 5 et des décisions de la Ville de Montpellier prises en application des articles 6 et 7 sans préjudice de l'application de l'article 9.

Article 4 : Modalités de versement de la subvention

Le paiement de la subvention s'effectuera en un versement unique, par virement administratif, et selon les procédures comptables en vigueur.

Cette aide sera créditée au compte du bénéficiaire après retour au service mentionné ci-dessous, de la présente **convention signée**, accompagnée du **Relevé d'identité bancaire (RIB)**, **et en cas de modification uniquement** des pièces suivantes :

- **Procès-verbal de la dernière Assemblée générale et/ou du dernier Conseil d'administration ayant procédé à l'élection du bureau ;**
- **Délégation de signature du responsable légal**, le cas échéant.

Les pièces doivent être envoyées à l'adresse suivante :

EXEMPLE

De plus, au titre du contrat de ville, la structure bénéficiaire devra être à jour des obligations qu'elle a contractées auprès de la Collectivité dans les conventions antérieures afin de pouvoir bénéficier du versement de la subvention. Elle devra notamment, **justifier l'emploi des subventions publiques reçues en 2023 en saisissant sur l'espace usager-dauphin.anct.gouv.fr, le compte rendu financier réglementaire des actions terminées au plus tard le 30 juin 2024** (cf. guide DAUPHIN « COMMENT JUSTIFIER UNE SUBVENTION »).

La Ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

Article 5 : Contrat d'engagement républicain

En application du décret 2021-1947 du 31 décembre 2021, la structure s'engage à prendre connaissance et à respecter les termes du contrat d'engagement républicain. Elle doit en informer ses membres par tout moyen, notamment par un affichage dans ses locaux ou une mise en ligne sur son site internet.

Ledit contrat d'engagement républicain des associations est annexé à la présente convention ou lettre d'engagement.

Article 6 : Conditions d'utilisation et engagements de la structure bénéficiaire

La structure bénéficiaire «**Libellé__Bénéficiaire**» s'engage :

- ☐ à fournir au plus tard le 30/06/2025, **le compte rendu financier réglementaire de l'action 2024** (cf. guide DAUPHIN « COMMENT JUSTIFIER UNE SUBVENTION ») et **tout autre document** que vous jugerez utile de porter à la connaissance du financeur (rapport d'activité, ...) sur l'espace **usager-dauphin.anct.gouv.fr** ;
- ☐ à fournir, dans le cadre de l'Appel à projet 2025, **le bilan intermédiaire de l'action 2024** en cas de renouvellement de l'action (cf. guide DAUPHIN «DEPOSER UNE DEMANDE») sur l'espace **usager-dauphin.anct.gouv.fr**;
- ☐ à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1 ;
- ☐ à ne pas reverser, de quelque manière que ce soit, tout ou partie du présent financement à une autre association sauf accord préalable express de la Ville de Montpellier dans le cadre d'un avenant à la présente convention;
- ☐ à se conformer, dans ses rapports avec d'éventuels prestataires, aux règles de publicité et de mise en concurrence définies par l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et à son décret d'application n° 2016-360 du 25 mars 2016 ; si elle répond aux critères définis à l'article 10 de ladite ordonnance (personnes morales de droit privé créées pour satisfaire spécifiquement des besoins d'intérêt général ayant un caractère autre qu'industriel ou commercial, dont :
 - a) Soit l'activité est financée majoritairement par un pouvoir adjudicateur ;
 - b) Soit la gestion est soumise à un contrôle par un pouvoir adjudicateur ;
 - c) Soit l'organe d'administration, de direction ou de surveillance est composé de membres dont plus de la moitié sont désignés par un pouvoir adjudicateur);
- ☐ à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier. Les financements accordés par la Ville de Montpellier aux actions conduites par la structure doivent être portés à la connaissance des bénéficiaires et du grand public. Tous les documents de promotion et de communication produits, dans le cadre de cette convention, doivent porter le logotype de la Ville de Montpellier (*affiches, flyers, programmes, site internet avec un lien sur le site de la Ville ...*) et la mention « Avec le soutien de la Ville de Montpellier » pour les diverses publications, dossiers de presse, communiqués de presse, documents audiovisuels, ... ;
- ☐ La structure bénéficiaire s'engage à informer la Ville de tout projet de manifestation en contactant le service de la Vie Associative au 04 67 34 88 00

Article 7 : Modalités de contrôle

En plus des pièces listées à l'article 4, la Ville de Montpellier se réserve le droit de demander à la structure bénéficiaire toute pièce justificative complémentaire jugée utile. La structure bénéficiaire s'engage à fournir à tout moment à la Ville de Montpellier, toute pièce de toute nature portant sur l'utilisation de la subvention allouée. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place. Enfin, il pourra être demandé au(x) représentant(s) de la structure subventionnée d'effectuer une présentation du budget et du rapport d'activité auprès des services de la Ville.

Article 8 : Devoir d'information

La structure bénéficiaire informe sans délai le service politique de la Ville de la Ville de Montpellier de tout retard pris dans l'exécution, toute modification de ses conditions d'exécution, ou encore toute impossibilité, même ponctuelle à assurer ses obligations.

Elle la prévient immédiatement de toute modification de nature administrative (*changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse, nouvelle domiciliation bancaire...*), matérielle, financière ou technique l'affectant.

Article 9 : Résiliation

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée sans effet. La structure bénéficiaire dont la convention aura été résiliée devra alors restituer sans délai l'ensemble des sommes versées.

Article 10 : Avenant

La présente convention ne peut être modifiée que par voie d'avenant. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions non contraires qui la régissent.

La demande de modification de la présente convention est réalisée par écrit précisant l'objet de la modification. La Ville de Montpellier n'est pas tenue de motiver son refus.

Article 11 : Recours

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif territorialement compétent.

Fait en deux exemplaires originaux à Montpellier, le.....

Pour la Ville de Montpellier,

Pour la structure bénéficiaire,

Monsieur le Maire

«Expand_Title»

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

**CONTRAT D'ENGAGEMENT RÉPUBLICAIN DES ASSOCIATIONS
ET FONDATIONS BÉNÉFICIAIRE DE SUBVENTIONS PUBLIQUES OU D'UN
AGREMENT DE L'ÉTAT**

L'importance des associations et des fondations dans la vie de la Nation et leur contribution à l'intérêt général justifient que les autorités administratives décident de leur apporter un soutien financier ou matériel. Il en va de même pour les fédérations sportives et les ligues professionnelles. L'administration, qui doit elle-même rendre des comptes aux citoyens, justifier du bon usage des deniers publics et de la reconnaissance qu'elle peut attribuer, est fondée à s'assurer que les organismes bénéficiaires de subventions publiques ou d'un agrément respectent le pacte républicain.

A cette fin la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République a institué le contrat d'engagement républicain.

Conformément aux dispositions des articles 10-1 et 25-1 de la loi no 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, le présent contrat a pour objet de préciser les engagements que prend toute association ou fondation qui sollicite une subvention publique ou un agrément de l'Etat. Ainsi, l'association ou la fondation « *s'engage (...) à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...)* », « *à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République* » et « *à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public* ».

Ces engagements sont souscrits dans le respect des libertés constitutionnellement reconnues, notamment la liberté d'association et la liberté d'expression dont découlent la liberté de se réunir, de manifester et de création.

ENGAGEMENT N°1 : RESPECT DES LOIS DE LA RÉPUBLIQUE

Le respect des lois de la République s'impose aux associations et aux fondations, qui ne doivent entreprendre ni inciter à aucune action manifestement contraire à la loi, violente ou susceptible d'entraîner des troubles graves à l'ordre public.

L'association ou la fondation bénéficiaire s'engage à ne pas se prévaloir de convictions politiques, philosophiques ou religieuses pour s'affranchir des règles communes régissant ses relations avec les collectivités publiques.

Elle s'engage notamment à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République.

ENGAGEMENT N°2 : LIBERTÉ DE CONSCIENCE

L'association ou la fondation s'engage à respecter et protéger la liberté de conscience de ses membres et des tiers, notamment des bénéficiaires de ses services, et s'abstient de tout acte de prosélytisme abusif exercé notamment sous la contrainte, la menace ou la pression.

Cet engagement ne fait pas obstacle à ce que les associations ou fondations dont l'objet est fondé sur des convictions, notamment religieuses, requièrent de leurs membres une adhésion loyale à l'égard des valeurs ou des croyances de l'organisation.

ENGAGEMENT N°3 : LIBERTÉ DES MEMBRES DE L'ASSOCIATION

L'association s'engage à respecter la liberté de ses membres de s'en retirer dans les conditions prévues à l'article 4 de la loi du 1er juillet 1901 et leur droit de ne pas en être arbitrairement exclu.

ENGAGEMENT N°4 : ÉGALITÉ ET NON-DISCRIMINATION

L'association ou la fondation s'engage à respecter l'égalité de tous devant la loi.

Elle s'engage, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, à ne pas opérer de différences de traitement fondées sur le sexe, l'orientation sexuelle, l'identité de genre, l'appartenance réelle ou supposée à une ethnie, une Nation, une prétendue race ou une religion déterminée qui ne reposeraient pas sur une différence de situation objective en rapport avec l'objet statutaire licite qu'elle poursuit, ni cautionner ou encourager de telles discriminations.

Elle prend les mesures, compte tenu des moyens dont elle dispose, permettant de lutter contre toute forme de violence à caractère sexuel ou sexiste.

ENGAGEMENT N°5 : FRATERNITÉ ET PREVENTION DE LA VIOLENCE

L'association ou la fondation s'engage à agir dans un esprit de fraternité et de civisme.

Dans son activité, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, l'association s'engage à ne pas provoquer à la haine ou à la violence envers quiconque et à ne pas cautionner de tels agissements. Elle s'engage à rejeter toutes formes de racisme et d'antisémitisme.

ENGAGEMENT N°6 : RESPECT DE LA DIGNITÉ DE LA PERSONNE HUMAINE

L'association ou la fondation s'engage à n'entreprendre, ne soutenir, ni cautionner aucune action de nature à porter atteinte à la sauvegarde de la dignité de la personne humaine.

Elle s'engage à respecter les lois et règlements en vigueur destinés à protéger la santé et l'intégrité physique et psychique de ses membres et des bénéficiaires de ses services et ses activités, et à ne pas mettre en danger la vie d'autrui par ses agissements ou sa négligence.

Elle s'engage à ne pas créer, maintenir ou exploiter la vulnérabilité psychologique ou physique de ses membres et des personnes qui participent à ses activités à quelque titre que ce soit, notamment des personnes en situation de handicap, que ce soit par des pressions ou des tentatives d'endoctrinement.

Elle s'engage en particulier à n'entreprendre aucune action de nature à compromettre le développement physique, affectif, intellectuel et social des mineurs, ainsi que leur santé et leur sécurité.

ENGAGEMENT N°7 : RESPECT DES SYMBOLES DE LA RÉPUBLIQUE

L'association s'engage à respecter le drapeau tricolore, l'hymne national, et la devise de la République.